

L'économie russe en 2013 : sortir de l'enlisement

Julien Vercueil

► To cite this version:

Julien Vercueil. L'économie russe en 2013 : sortir de l'enlisement. Diplomatie Magazine, 2014, pp.60-63. <hal-01421090>

HAL Id: hal-01421090

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01421090>

Submitted on 21 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

L'économie russe en 2013 : sortir de l'enlisement

Par **Julien Vercueil**, maître de conférences habilité à diriger des recherches, CREE – INALCO.

L'économie russe peine à se remettre de la chute provoquée en 2009 par la crise financière internationale. Si sa croissance économique s'enlise aujourd'hui, c'est pour une bonne part en raison de la faiblesse structurelle de l'investissement productif, découragé par l'insuffisante amélioration du cadre institutionnel de l'activité économique.

En septembre 2008, la chute de *Lehman Brothers* et la crise financière internationale qui l'a suivie ont pris par surprise l'économie russe et nombre d'observateurs, russes comme occidentaux. Parmi les pays émergents, BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), c'est l'économie russe qui a été le plus lourdement touchée (chute de près de 8% en 2009). Le rouble a subi la défiance des investisseurs internationaux et la banque centrale a dû se résoudre, début 2009, à laisser filer son taux de change.

Pourtant, au cours de la « décennie brillante » qui avait précédé cette crise (1999-2008), l'économie russe avait rattrapé le terrain perdu durant la période précédente, rejoignant puis dépassant le PIB par habitant de la période soviétique. Elle avait aussi recouvré sa souveraineté financière, passant du statut d'État en cessation de paiements, banni des marchés de capitaux, à celui de puissance financière régionale, assise sur des réserves de change parmi les plus élevées du monde et jouissant d'un excédent budgétaire récurrent.

Pourtant, après 2009, les inquiétudes au sujet de la trajectoire de la Russie ont redoublé : après une reprise vigoureuse en 2010, la croissance s'est essoufflée, révélant des faiblesses structurelles masquées jusque là par la vigueur de l'expansion stimulée par l'envol des prix des matières premières. Quelles sont ces faiblesses et les moyens de les surmonter ?

Les moteurs de l'activité : la consommation et les secteurs abrités

La croissance économique vigoureuse de la « décennie brillante » peut faire l'objet d'une décomposition par la demande. Celle-ci procure une première surprise aux observateurs non avertis : malgré un excédent structurel de sa balance commerciale, la croissance de la Russie n'a pas été tirée par le commerce extérieur. Après le bref épisode de contraction des importations lié à la dévaluation de 1998, le rythme de croissance des importations a toujours dépassé celui des exportations. De ce fait, la croissance est structurellement ralentie par la dynamique du commerce extérieur et principalement tirée par la consommation des ménages. Entre 1999 et 2008, celle-ci a contribué à hauteur de plus de 80 % à la croissance enregistrée tandis la contribution du commerce extérieur à la croissance sur la même période était négative (-54 %, cf. Tableau 1). C'est en cela que la dynamique économique en Russie se distingue avant tout de celle d'autres pays émergents comme la Chine, dont la croissance a été tirée par l'investissement et le commerce extérieur.

Tableau 1. Décomposition comptable de la croissance économique durant la « décennie brillante » (1999-2008)

Croissance des emplois (en % de la croissance du PIB)		Croissance des ressources (en % de la croissance du PIB)	
Consommation finale des ménages	81	PIB	100
Consommation finale des administrations	4	Importations	104
Formation brute de capital fixe	38		
Exportations	50		
Variation des stocks	31		

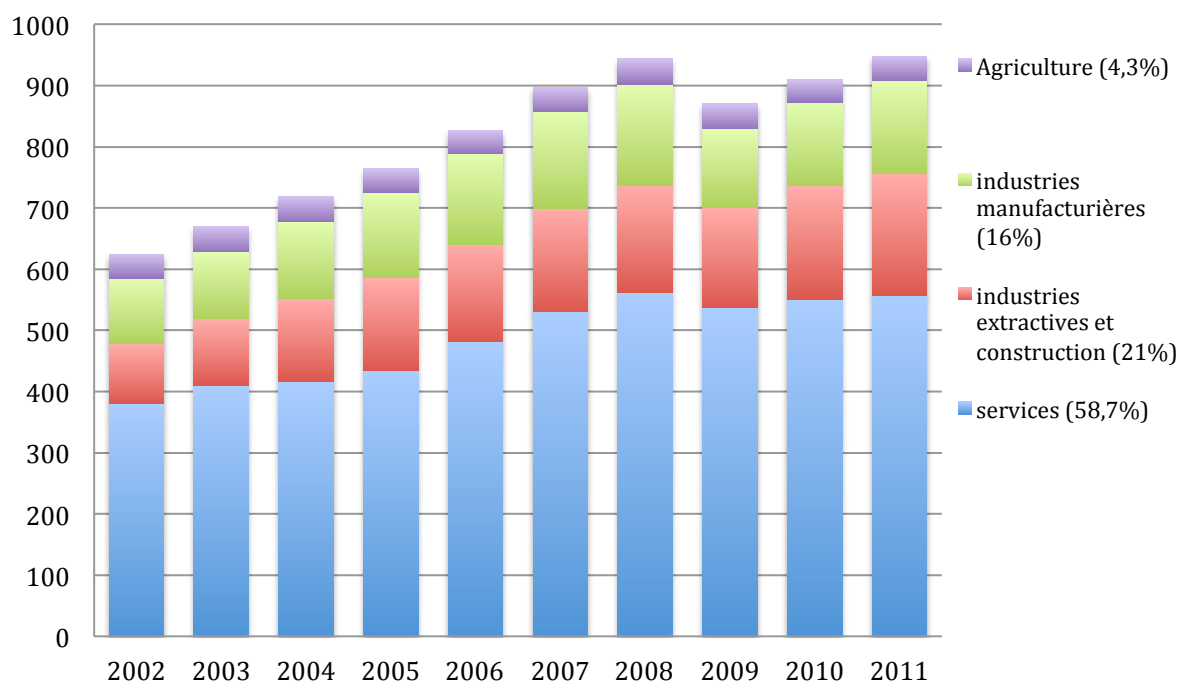
Source : comptes nationaux 1999-2008, calculs de l'auteur.

Le dynamisme de la consommation s'explique par la croissance des revenus des ménages et celle du crédit à la consommation. En 2007, le volume de crédit représentait 40 % du PIB, contre 12 % en 1998. Sur cette période, les revenus salariaux ont augmenté annuellement de 14 %, alors que la productivité du travail ne gagnait que 5 %. Le décalage entre ces deux rythmes de croissance signale un rattrapage des salaires dans la valeur ajoutée, bienvenu après la grande dépression des années 1990. Mais on verra qu'il signale aussi un déséquilibre qui pèse sur la compétitivité des entreprises.

Les moteurs de la variation d'activité n'ont pas changé durant la période de turbulences d'après 2008 : la consommation des ménages a certes chuté en 2009, mais elle a favorisé la reprise durant les années qui ont suivi. L'investissement productif et les comportements de stockage des entreprises ont aussi contribué au cycle. A l'inverse, le commerce extérieur a joué un rôle contra-cyclique, les importations chutant plus lourdement que les exportations.

Analysée sous l'angle de l'offre, la croissance du PIB montre que les industries extractives et la construction ont été les plus dynamiques : leur part dans le PIB est passée de 15 à 21 % entre 2002 et 2011. Cette croissance s'est déployée dans un contexte de repli relatif de l'industrie manufacturière et de l'agriculture : bien que leur contribution à la croissance reste positive, leur poids dans le PIB tend à décliner (Graphique 1).

Graphique1. Décomposition du PIB par secteurs d'activité, 2002-2011 (milliards de dollars constants 2005)



Source : World Bank database 2013.

Les secteurs abrités de la concurrence internationale (commerce de détail, transport, services publics) connaissent une croissance plus vive que les secteurs exposés que sont l'agriculture et l'industrie manufacturière. Le risque est que le secteur abrité, alimenté dans son développement par les gains obtenus du fait de l'exploitation de la rente des matières premières, connaisse avec le secteur rentier une hypertrophie qui empêche le développement de secteurs plus innovants (« syndrome hollandais »)³.

La politique conjoncturelle : vers des règles plus contraignantes

Même au plus fort de la crise de 2009, la conduite de la politique économique a été facilitée par les conséquences de deux changements décisifs survenus au début de la décennie 2000 et non démentis par la suite : le premier est le soutien politique que s'est progressivement assuré Vladimir Poutine, qui a rejailli sur le poids de son parti « Russie Unie » à la Douma. Ce soutien a permis au gouvernement de conserver de solides marges de manœuvre législatives, y compris lors des manifestations populaires de 2011-2012. Le deuxième est le faible endettement public, permis par la dynamique des recettes fiscales. Malmenée par la crise de 2008-2009, au cours de laquelle les prix du pétrole ont été divisés par quatre, la collecte

³ Le syndrome hollandais (*Dutch Disease* en anglais) a été décrit pour la première fois au début des années 1960 dans le cas des Pays-Bas peu après la découverte d'un important gisement gazier off-shore en Mer du Nord. Il s'agit de l'hypertrophie du secteur énergétique, dont la profitabilité attire à lui les investissements et les compétences au détriment du secteur manufacturier, tout en élevant, via l'excédent du compte courant issu des exportations d'hydrocarbures, le taux de change réel de la monnaie nationale, ce qui réduit la compétitivité des secteurs exposés à la concurrence internationale (comme l'industrie manufacturière).

fiscale a été ensuite facilitée par leur remontée à la fin de l'année 2010. Malgré les turbulences survenues dans ces deux domaines, les contextes politiques et financiers sont donc restés favorables à l'exécutif.

En outre, la politique économique a pu s'appuyer sur les réserves accumulées durant la « décennie brillante ». Le fonds de réserve, issu en 2008 du fonds de stabilisation du rouble et alimenté par les recettes d'exportations, a atteint 10 % du PIB en 2008. Il a été largement utilisé durant la crise de 2009 pour financer les politiques de relance - soutien à la consommation et consolidation des bilans des banques et de grandes entreprises menacées par l'arrêt des financements extérieurs. En ajoutant l'utilisation des ressources du fonds de réserve au déficit budgétaire, on peut estimer que l'impulsion donnée par l'État à l'économie a dépassé 11 % du PIB en 2009 (Tableau 2).

Tableau 2. Sélection d'indicateurs macro-économiques sur la période 2008-2013

	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
PIB (indice)	100	92	96	100	104	106
Solde budgétaire (% PIB)	+4,9	-6,3	-3,4	+1,5	-0,4	-0,6
Fonds de réserve (% PIB)	10	5	2	1,5	3,5	4,5
Investissement productif (indice)	100	84	89	96	104	104
Consommation des ménages (indice)	100	96	99	105	112	116
Inflation (taux annuel, %)	14	12	7	8	5	7
Taux de chômage au sens du B.I.T. (% population active)	8	8,5	7,5	6,5	6	5

Sources : Rosstat, Banque centrale de Russie, Fonds Monétaire International, Banque Mondiale.

* : prévisions.

L'impulsion budgétaire a été reconduite en 2010, le budget retrouvant une situation excédentaire en 2011. Les débats sur le rythme de reconstitution du fonds de réserve ont été vifs, les organisations internationales préconisant une plus grande rigueur budgétaire, s'appuyant sur le fait que le déficit fictif calculé hors recettes fiscales issues du pétrole a considérablement augmenté depuis la crise (11 % du PIB). Nonobstant, en 2012 le fonds de réserve a été à nouveau abondé, le solde budgétaire restant au voisinage de l'équilibre.

Sur le plan monétaire, la politique de désinflation a, pour une part, réussi : le taux d'inflation est durablement descendu à des niveaux compatibles avec la croissance économique (tableau 2). Certains prix sensibles (gaz, transports) restent administrés, ce qui peut donner un levier supplémentaire au gouvernement dans le pilotage de l'inflation. En revanche, le volet extérieur de la politique monétaire est plus problématique. Avec la libéralisation du compte de capital en 2006, la Russie est devenue parmi les BRICS le pays ayant le moins de moyens de contrôle sur les flux de capitaux. Compte tenu de l'étroitesse des marchés financiers russes et des comportements de financement des principales entreprises du pays, largement internationalisées, cette ouverture n'a pas joué en sa faveur lors de la crise des *subprimes* et les réserves de change n'ont pas immunisé le rouble contre les attaques spéculatives. Durant l'hiver 2008-2009, la banque centrale a dû se résoudre à une dépréciation de plus de 30 % du rouble contre l'euro et le dollar. En partie pour cette raison, les autorités monétaires passent désormais progressivement d'une politique d'ancrage à un flottement du taux de change qui implique en contrepartie, sur le plan interne, un ciblage du taux d'inflation. Durant l'été 2013,

une deuxième vague de fuite des capitaux, liée cette fois à l'incertitude sur la politique monétaire américaine, a débouché sur une nouvelle dépréciation, de 10 %, du rouble.

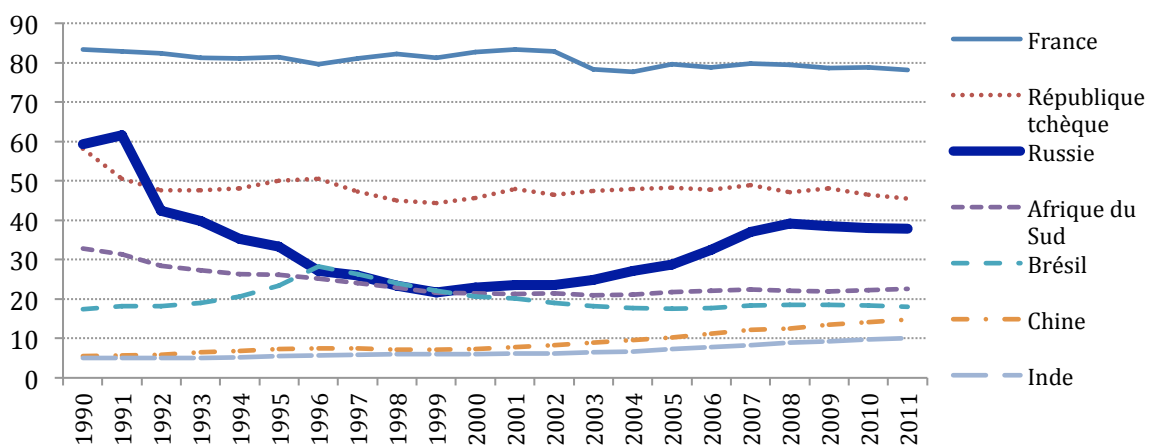
Une nouvelle règle fiscale a été votée à la Douma en décembre 2012, qui se traduit par des prévisions de recettes plus conservatrices qu'auparavant. Deux mécanismes supplémentaires viennent limiter la progression des dépenses : premièrement, la loi de finances ne peut prévoir un déficit budgétaire supérieur à 1 % du PIB ; deuxièmement, toutes les recettes fiscales provenant du secteur énergétique qui seraient supérieures aux prévisions seront transférées au fonds de réserve, jusqu'à ce que celui-ci atteigne 7 % du PIB (en septembre 2013, il atteignait 4,3 % du PIB).

La gestion de la manne pétrolière et des effets de la variation des cours du pétrole sur la conjoncture reste une pierre d'achoppement de la politique économique. La politique budgétaire est affectée par la dépendance des recettes fiscales envers un petit nombre de contributeurs, la plupart liés aux matières premières : 40 % des recettes proviennent de ce secteur. La politique monétaire l'est aussi, via les contraintes imposées à la banque centrale par sa transition vers une politique de ciblage de l'inflation, alors que le compte de capital est libéralisé.

Les défis structurels : moderniser l'économie

Les défis structurels restant à relever sont immenses. Ils peuvent être résumés par la nécessité de construire les institutions favorisant la modernisation à long terme de l'économie. L'essoufflement actuel de l'économie russe tient à son incapacité à soutenir sur la durée une hausse substantielle de sa productivité. A partir d'un niveau très faible en 1999, la productivité du travail a doublé jusqu'à la crise financière, pour stagner voire décliner depuis à un niveau inférieur à 40 % de celui des États-Unis (Graphique 2).

**Graphique 2. Évolutions relatives de la productivité du travail
(% du niveau des États-Unis, en \$ PPA, 1990-2011)**



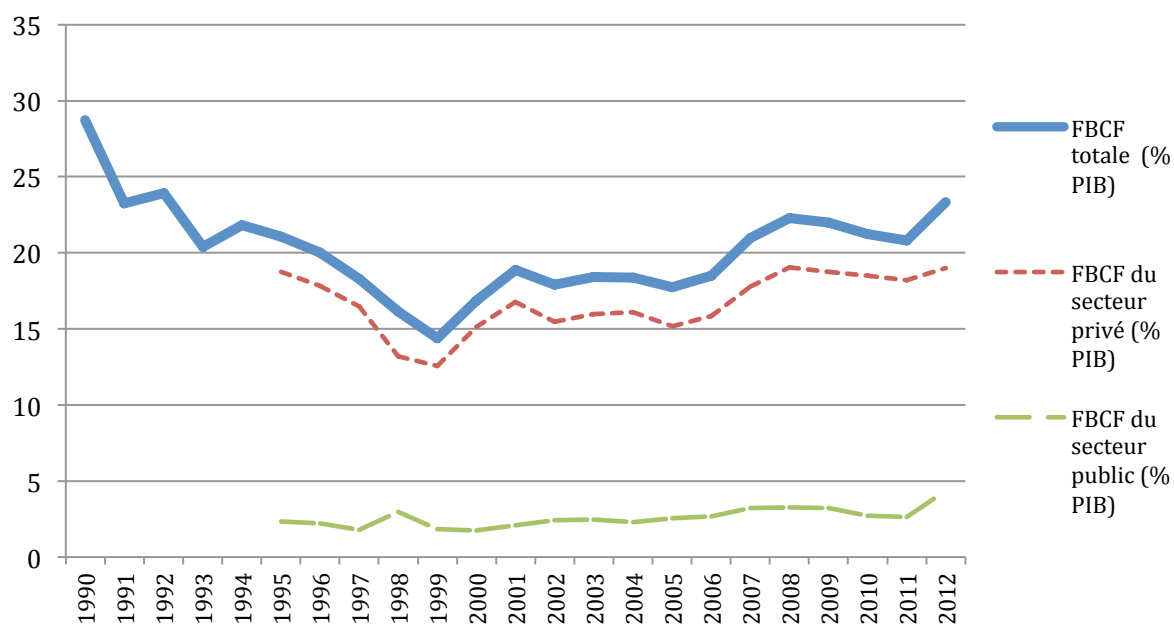
Source : Penn World Database n°8/2012, calculs de l'auteur.

Le problème de la productivité est d'autant plus aigu que l'économie a atteint en 2008 un niveau d'utilisation de ses capacités de production proche du maximum, niveau qu'elle a rejoint à nouveau en 2011, une fois la crise financière surmontée. La croissance économique ne peut donc plus reposer sur la mise en service de capacités dormantes et la réduction du chômage. Celui-ci est descendu à 5 % de la population active (tableau 2), taux peu compressible car lié en grande partie à des changements de postes souhaités par les salariés

eux-mêmes. Dans un contexte moins favorable à la croissance des prix des hydrocarbures, les possibilités de croissance reposent essentiellement sur l'amélioration de la productivité, ce qui nécessite des investissements importants.

On touche là au deuxième niveau de blocage de l'économie russe. Depuis les débuts de la transition, l'investissement du secteur privé n'a pas dépassé 20 % du PIB, l'investissement total n'atteignant ce ratio qu'après 2006. En dépit de sa croissance, l'effort d'investissement de l'économie russe est resté largement en deçà des pays émergents asiatiques, où il oscille entre 30 et 45 % du PIB. Il est comparable au niveau des pays avancés, alors que les besoins de l'économie russe sont bien plus élevés. Ce retard d'investissement ralentit le rattrapage des niveaux de vie occidentaux et risque, s'il persiste, d'obérer le potentiel de croissance, bloquant le niveau de vie de la population russe largement en-dessous de celui des pays occidentaux.

Graphique 3. Évolution de l'investissement productif, 1990-2012



Source : World Bank Database 2013, calculs de l'auteur.

Réformer les institutions pour réduire l'incertitude

Comment relancer l'investissement productif ? Les principaux obstacles au déblocage de la trajectoire de l'économie russe sont de nature institutionnelle.

Le canevas institutionnel comprend non seulement les textes régissant les activités économiques, mais également la manière dont ces textes sont appliqués sur le terrain. Avec l'accession à l'OMC, la Russie a commencé à faire converger son canevas institutionnel formel vers celui des autres grandes économies du monde, mais les données d'enquête sur le niveau de corruption, les tracasseries administratives, l'indépendance des juges et la possibilité, pour une entreprise de petite ou moyenne taille, de défendre ses droits face à la concurrence des grands conglomérats, montrent que les progrès réalisés ont été maigres. Durant les années 2000, l'exécutif fédéral a concentré davantage de pouvoir entre ses mains sans toujours améliorer l'efficacité des services administratifs. La centralisation a malgré tout laissé sur le terrain une marge d'interprétation des textes aux autorités locales, dont certaines continuent d'entretenir des rapports étroits avec les principales entreprises régionales. La

porosité des sphères du pouvoir politique et du pouvoir économique, qu'on trouve aussi à l'échelle fédérale, est source d'abus et de gaspillages, tout en limitant le renouvellement des élites et du tissu économique et, en conséquence, le potentiel de développement de la vie économique et civique.

La modernisation de l'économie russe exigerait au contraire davantage de décentralisation, ce qui suppose une responsabilisation des élites locales, encadrée par des règles garanties par un pouvoir judiciaire indépendant. Ainsi l'incertitude économique pourrait être limitée, et non accrue, par l'administration et ses représentants. Bien conduite, une telle redistribution du pouvoir pourrait bénéficier au développement régional, qui pâtit de la polarisation géographique des activités (Moscou, Saint-Petersbourg et leurs régions représentent un tiers du PIB national). Elle devrait s'accompagner d'efforts redoublés dans plusieurs secteurs – dont le système bancaire – pour sortir l'économie de sa sur-dépendance envers les matières premières.

La diversification de l'économie n'est donc pas qu'une question technique : sa nécessité s'impose politiquement pour limiter les capacités de blocage d'élites qui bénéficient, du fait de l'histoire tourmentée des privatisations russes, d'une fraction disproportionnée de la manne pétrolière. Pays à fort potentiel, la Russie ne parviendra à s'engager sur un sentier de développement soutenable que si son personnel politique parvient à forger les institutions permettant d'extraire le pays des logiques de court terme dans lesquelles il est actuellement enlisé.

Julien Vercueil

Références :

EBRD (2012) : *Diversifying Russia. Harnessing regional diversity*. London : EBRD, 2012.

IMF (2011) : *European Economic Outlook*. Washington, D.C. : International Monetary Fund, October 2011.

Mau V. (2011) : « Quelles priorités pour la politique économique de la Russie », *Agir*, n°45, février, p. 9-28.

Vercueil J. (2012) : *Les pays émergents. Brésil – Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis*. Paris : Bréal, 2012.

Vercueil J. (2013) : « Russie : la « Stratégie 2020 » en question. Une analyse du substrat productif et financier de la politique industrielle », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 44, n°1, p. 169-194.

World Bank (2009) : *Russian Economic Report*, n°20. Washington, D.C. : The World Bank, November 2009.

World Bank (2011) : « Adjusting and Improving Efficiency of Public Expenditures », *Russian Economic Report*, n°24, March 2011, p. 17-24.